



COMMUNIQUE DE PRESSE INTERSYNDICAL

GREVE DU 14 MARS 2019

Les organisations syndicales, CGT, Solidaires, FO et CFDT appellent tous les agents à faire grève le 14 mars pour dénoncer la destruction de l'administration des Finances Publiques et de la fonction publique.

D'ici 3 ans, 120 000 emplois publics seront détruits, dont 50 000 pour la seule fonction publique d'État.

Ainsi, la réforme à venir de la fonction publique prévoit:

- Une suppression massive d'effectifs dans les 3 fonctions publiques (hôpitaux, territoriaux et État)
- le recours massif aux contractuels
- un plan de départ volontaire
- le maintien du blocage des salaires depuis 2010, engendrant une lourde perte de pouvoir d'achat pour les fonctionnaires

Concernant la DGFiP (Direction Générale des Finances Publiques), le ministre Gérard Darmanin a décidé de mettre en œuvre un plan visant à supprimer la quasi totalité des centres des finances publiques, ainsi que toutes les trésoreries rurales et de proximité (après que 45 % d'entre elles ont déjà été supprimées en 20 ans).

Pour la Direction Départementale des finances publiques d'Indre et Loire, le gouvernement prévoit de :

- fermer les 13 trésoreries de proximité pour les remplacer par 3 à 4 services dits de « back office » appelés à ne plus recevoir de public,
- supprimer l'accueil du public sans rendez-vous. Le public serait accueilli dans le meilleur des cas dans des Maisons de Services au Public dont le financement repose en grande partie sur les communes et structures intercommunales,
- transformer les 3 plus importantes trésoreries (Tours Métropole, Conseil Général et CHU) en agences comptables placées sous l'autorité de l'ordonnateur (maire, président du conseil général, directeur d'hôpital) mettant fin à la séparation ordonnateur / comptable. Les fonctionnaires de ces services seraient détachés d'office,
- fusionner les services des impôts des particuliers et des entreprises, ainsi que de ceux de gestion de l'impôt foncier pour n'en conserver qu'un seul par mission à Tours
- refuser tout paiement en numéraire

Alors que les citoyennes et citoyens descendent massivement dans la rue pour demander plus de services publics et de démocratie, le gouvernement s'enferme dans sa politique libérale tout en essayant de faire croire qu'il écoute les Français grâce à l'enfumage du Grand Débat.

En Indre et Loire comme ailleurs, qu'en sera -t-il des publics fragilisés, des communes rurales et des petites entreprises? La réponse est dans la question : ils seront d'autant plus éloignés, faibles et démunis puisque l'administration aura ignoré leur réalité pour « rationaliser » son fonctionnement et réduire ses coûts.